

Repenser le PIB

Il est peut-être temps de concevoir un nouvel indicateur du bien-être économique avec moins d'imperfections





Diane Coyle

POURQUOI la croissance économique compte-t-elle autant? Les économistes répondent qu'elle mesure une composante essentielle du progrès social, à savoir le bien-être économique, autrement dit le bénéfice tiré par la société de l'utilisation et l'affectation des ressources. L'évolution du PIB par habitant à long terme raconte l'histoire de l'innovation et du contournement du piège malthusien, qui veut que l'amélioration du niveau de vie est inéluctablement limitée par la croissance démographique.

La croissance du PIB revêt aussi une importance capitale. Elle est étroitement liée à la disponibilité d'emplois et de revenus, lesquels sont essentiels au niveau de vie des habitants et étaient leur faculté à réaliser leurs projets (Sen, 1999).

Pourtant, le PIB n'est pas un objet naturel, même s'il est devenu quasi-synonyme de performance économique. À l'inverse des phénomènes physiques, il ne peut être mesuré de façon précise. En prenant du recul, les économistes et statisticiens admettent qu'il s'agit d'un indicateur imparfait du bien-être économique, avec des failles bien connues. Les pionniers de la comptabilité nationale tels que Simon Kuznets et Colin Clark auraient préféré mesurer le bien-être économique. Mais le PIB l'a emporté, car le contexte de guerre nécessitait un indicateur de l'activité totale. Dès sa naissance, le PIB a donc eu ses détracteurs. Cependant, la création d'un meilleur baromètre de la prospérité n'a rien d'évident.

Un indicateur sur le court terme

Le PIB mesure la valeur monétaire des biens et services finaux produits et consommés dans un pays sur une période donnée. Sa limite en tant qu'indicateur du bien-être économique, c'est qu'il enregistre généralement les transactions monétaires aux prix du marché. Il exclut ainsi les facteurs environnementaux, tels que la pollution et les dommages causés à certaines espèces, car personne n'en paie le prix. Cet indicateur ne déduit pas non plus les variations de la valeur des actifs, tels que l'épuisement des ressources ou la perte de biodiversité, du flux de transactions sur la période qu'il couvre.

La facture environnementale de la croissance devient plus claire et plus salée. Le smog de Pékin ou Delhi, l'impact de la pollution sur la santé publique et la productivité dans les grandes villes, et les coûts liés à la multiplication des inondations dans des pays vulnérables sont autant d'illustrations de l'écart entre croissance du PIB et bien-être économique. Économistes et statisticiens travaillent donc à l'introduction d'estimations du capital naturel et de son taux de perte (Banque mondiale, 2016). Cela montrera que la croissance du PIB durable (permettant aux générations futures de consommer au moins autant que l'actuelle) est inférieure à la croissance du PIB recensée sur de nombreuses années. Néanmoins, l'intégration de ces nouveaux indicateurs au débat et aux orientations politiques est une autre affaire.

Indicateur à court terme, le PIB ignore des actifs essentiels en tout genre, notamment les infrastructures et le capital humain. Les politiques économiques visant à générer de la croissance ont appliqué la célèbre déclaration de leur concepteur, John Maynard Keynes : «À long terme, nous serons tous morts».

Soixante-dix ans plus tard, nous y voilà. Un indicateur global de la durabilité de la croissance et donc du bien-être économique sur le long terme tiendrait compte des actifs économiques ainsi que des variations comptabilisés dans le PIB : la nécessité d'entretenir les infrastructures ou d'enregistrer leur dépréciation au fil de leur dégradation. Un véritable bilan national tiendrait compte des passifs futurs, tels que les retraites du secteur public, ou encore l'augmentation du capital humain, de plus en plus d'individus atteignant un niveau d'instruction et de compétences supérieur. Le bien-être économique doit être calculé déduction faite de ces variations.

Travail à la maison

La fiabilité du PIB est également critiquée de longue date, car elle exclut l'essentiel du travail non rémunéré effectué par les ménages. Il doit exister une définition acceptée de ce qui fait partie de l'économie et qui est mesurable. Les économistes parlent de «domaine de la production», dont la délimitation est forcément une affaire de jugement. Il y a longtemps, l'inclusion des dépenses publiques a fait débat : fallait-il les comptabiliser, car elles relevaient de la consommation collective ou les exclure au motif que l'État paie des choses comme des routes et la sécurité, qui sont des facteurs de production (comme les dépenses d'entreprise) et non des biens de consommation et d'investissement.

Un autre grand débat a concerné la définition des biens et services produits (et souvent consommés) par les ménages. Les biens tels que les denrées alimentaires ont été inclus, car dans de nombreux pays, ils peuvent être aisément achetés et vendus. En revanche, les services tels que le ménage ou la garde d'enfants ont été exclus. Naturellement, les intellectuels féministes ont toujours décrié la non-valorisation du travail essentiellement effectué par les femmes. De nombreux économistes partageaient ce point de vue, mais il fallait fixer une limite, notamment pour des raisons pratiques : le recensement des services domestiques constituait une tâche monumentale et ces services étaient rarement commercialisés.

Tout cela a bien changé dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) depuis les années 40 et 50, époque à laquelle le domaine de la production a été délimité. De plus en plus de femmes étant actives, le marché des services tels que le ménage ou la garde d'enfants s'est développé. Il n'y a donc aucune raison logique de ne pas traiter le travail domestique sur un pied d'égalité.

L'évolution de l'économie numérique a ravivé ce vieux débat en changeant la façon de travailler. Les comptables nationaux considèrent l'État et les entreprises comme la partie productive de l'économie, et les foyers comme la partie non productive. Or la frontière entre domicile et travail est en train de s'estomper. De plus en plus de gens travaillent à leur compte via des plateformes numériques. Leurs horaires sont parfois flexibles et leur travail peut empiéter sur d'autres activités. Très souvent, ils utilisent leurs équipements personnels (ordinateur, smartphone, habitation, voiture) à des fins professionnelles. De nombreux internautes créent gratuitement des logiciels open-source pouvant

Être à la hauteur

Le PIB est la valeur monétaire de la production totale de biens et de services dans une économie sur une période spécifique, généralement un trimestre ou une année.

La définition semble simple, mais la compilation du PIB ne l'est pas. Tout d'abord, le recueil des données est extrêmement compliqué, car il existe des millions de producteurs, de produits, de services et de prix.

Autre défi : déterminer en quoi une variation du PIB mesurée en dollars courants (ou dans une autre devise locale) représente un réel changement de la valeur des biens et services à disposition des consommateurs, et en quoi elle relève d'une évolution des prix.

Imaginons que le prix de chaussures a augmenté de 5 % par rapport à l'année précédente et que le PIB enregistre une augmentation de 5 % de la valeur de la production de chaussures. L'augmentation nominale de la composante chaussure du PIB est une illusion due à l'inflation. La production réelle a été constante. Pour déterminer la proportion d'une variation annuelle du PIB qui reflète une augmentation de la production finale (volume) et celle correspondant à l'augmentation des prix (inflation), les économistes utilisent la déflation.

Le PIB est un indicateur des biens et services finaux produits dans une économie, qui sont consommés par des individus et des entreprises. **Les biens et services intermédiaires** sont déduits du PIB, car ils sont utilisés pour produire un autre bien ou service. Une automobile est un bien final. L'acier, le plastique et le verre utilisés pour la fabriquer sont des produits intermédiaires (ou des intrants).

Un PIB, trois mesures

Il existe trois manières de mesurer le PIB. L'approche **par la dépense** fait la somme de la valeur marchande des dépenses des consommateurs, des entreprises et de l'État pour des produits finis, ajoute les exportations et soustrait les importations. L'approche **par la production** fait la somme de la valeur de tout ce qui est

produit, la production brute, puis soustrait la valeur des biens intermédiaires pour obtenir la production nette. L'approche par le revenu additionne tous les gains des individus et des entreprises (salaires, bénéfices, loyers et revenus d'intérêts essentiellement).

En théorie, ces trois mesures aboutissent au même PIB, mais en raison des difficultés à collecter des données source, les trois approches ne concordent jamais. Dans de nombreux pays, le PIB officiel est basé sur l'approche par la production, car les données source des producteurs sont plus exhaustives et précises.

Les effets du prix

Les prix des biens et des services étant recueillis en dollars courants, le PIB dit nominal est affecté par les variations de prix et ne reflète pas nécessairement dans quelles proportions le volume de ces biens et services a augmenté. Or c'est ce qui intéresse les particuliers et les entreprises. Pour observer les effets de l'inflation sur les prix des biens et des services, les économistes créent une statistique appelée indice, qui tient compte des variations du prix d'un bien et d'un service par rapport à une année de référence. Cet indice est appliqué pour ôter la composante inflation des prix courants.

Revenons aux chaussures. Si leur valeur nominale augmentait de 10 % sur une année, le PIB nominal pour cette année reflèterait une augmentation de 10 % de leur production. Si le prix des chaussures augmentait de 8 %, alors l'application du déflateur à la composante prix des chaussures du PIB aboutirait à une augmentation réelle de 2 %.

Les déflateurs présentent leurs lots de difficultés. Plus le déflateur est précis, plus le calcul du PIB réel l'est aussi, mais plus il nécessite d'informations sur les prix. Or la collecte de données de prix est coûteuse.

Cet encadré s'inspire en partie de «Measure Up: A Better Way to Calculate GDP» (Note de réflexion 17/02 des services du FMI) par Thomas Alexander, Claudia Dziobek, Marco Marini, Eric Metreau et Michael Stanger.

supplanter leurs équivalents commercialisés. Tout cela représente une grande valeur économique malgré un prix de revient nul.

Ces évolutions soulignent la nécessité d'améliorer la comptabilisation de l'activité domestique. Cependant, très peu de pays recueillent des informations pertinentes sur les actifs des ménages.

Une technologie en mouvement perpétuel

La technologie complique le calcul du PIB d'une autre manière. De nombreux acteurs du secteur technologique estiment que les statistiques traditionnelles du PIB sous-estiment l'importance de la révolution numérique. Ils soulignent à juste titre que le rythme de l'innovation n'a pas faibli dans des domaines tels que les télécommunications, les biotechnologies, les matériaux et l'énergie verte, rendant les performances faiblantes de nombreuses économies avancées en termes de croissance et de productivité encore plus énigmatiques.

Par exemple, les technologies de compression permettent de transférer des données sans fil de qualité à une vitesse sans précédent. Le prix d'innovations telles que l'énergie solaire et le séquençage du génome a chuté rapidement. Est-il envisageable que les statistiques ne soient pas correctement ajustées en fonction des améliorations qualitatives apportées par la technologie,

surestimant ainsi l'inflation et sous-estimant la productivité et la croissance en termes réels?

Les chiffres officiels n'incorporent qu'un très faible ajustement qualitatif pour calculer les indices de prix hédoniques (tenant compte des améliorations de la qualité). Des chercheurs ont tenté d'étendre l'ajustement hédonique à un plus large éventail de prix dans le secteur des technologies de l'information et la communication (TIC) aux États-Unis. Leur conclusion : cela ne modifie que très légèrement le scénario de lente croissance de la productivité, notamment, car la partie fabrication des TIC implantée aux États-Unis est marginale (Byrne, Fernald et Reinsdorf, 2016).

Toutefois, cette étude n'a pas été étendue à l'ensemble des biens et services affectés par la transformation numérique. Certaines questions conceptuelles doivent être résolues. Par exemple, un service de streaming musical équivaut-il à un téléchargement ou à l'achat de CD, ou s'agit-il d'un nouveau bien? Le consommateur achète-t-il un format spécifique ou simplement la possibilité d'écouter de la musique? La première solution nécessiterait la création d'un indice des prix de la musique ajusté en fonction de la qualité. Les indices de prix calculent ce que les gens doivent payer pour atteindre le même niveau d'utilité ou de satisfaction pour tous leurs achats, mais il est compliqué de mettre ce calcul en pratique.

En effet, les économistes estiment qu'il est impossible de quantifier la totalité des bienfaits économiques des innovations dans le PIB, qui mesure les transactions aux prix du marché : il y aura toujours une part d'utilité au-dessus ou au-dessous de ce prix (le «surplus du consommateur»). À cet égard, les biens nu-

Les défauts du PIB ont été récemment mis en lumière du fait de sa non-prise en compte de l'inégalité.

mériques ne diffèrent pas des précédentes vagues d'innovation. Ceux qui utilisent la croissance du PIB en tant qu'indicateur de la performance économique doivent être conscients qu'elle n'a jamais pleinement traduit le bien-être économique. Par exemple, les bienfaits pour le consommateur d'un nouveau médicament révolutionnaire finiront toujours par dépasser largement le prix du marché. S'il est correct, cet argument néglige la possibilité d'un fossé très large entre le bien-être et le PIB aujourd'hui, compte tenu des effets du numérique sur les modèles d'entreprises et le comportement des consommateurs.

L'inégalité compte

Les défauts du PIB ont été récemment mis en lumière du fait de sa non-prise en compte de l'inégalité. L'agrégation des revenus et dépenses individuels dans le PIB élude la notion de répartition. En assimilant la croissance du PIB à une amélioration du bien-être économique, on part du principe que la répartition n'évoluera pas. Tant que la distribution des revenus n'avait pas trop varié (jusqu'au milieu des années 80 pour la plupart des pays de l'OCDE), cela n'était pas problématique. Mais grâce au best-seller de Thomas Piketty, *Le capital au XXI^e siècle*, ou aux mouvements populistes émergeant dans de nombreux pays, plus personne n'ignore la problématique de la distribution.

Il est possible d'ajuster le PIB pour prendre en compte la distribution et d'autres aspects non marchands du bien-être économique. Les économistes ont entamé un (énième) débat sur des ajustements spécifiques. Dale Jorgenson, de l'université Harvard, propose de combiner les statistiques de distribution issues des sondages des ménages avec les comptes nationaux (Jorgenson, à paraître). Charles Jones et Peter Klenow ont suggéré un indicateur unique englobant consommation, loisir, mortalité et inégalité. Leurs calculs montrent que cette approche comble l'essentiel de l'écart de niveau de vie apparent entre les États-Unis et les autres pays de l'OCDE lorsque la mesure repose sur le PIB par habitant (Jones et Klenow, 2016).

Ces indicateurs, qui élargissent l'approche standard des comptes nationaux de manière à tenir au moins compte de l'inégalité, résolvent certains problèmes inhérents à la mesure du PIB, mais pas tous. Le débat autour du meilleur moyen de mesurer le bien-être économique s'intensifie pour plusieurs raisons. La crise de 2008 et ses répercussions font planer une ombre immense. Même si l'inégalité commence à diminuer dans certains pays, la croissance

atone, le surendettement et, parfois, le chômage élevé accouchent d'une reprise mollassonne et d'un mécontentement latent vis-à-vis des politiques économiques qui demeurent inchangées. En même temps, il est difficile d'ignorer le coût environnemental de la croissance économique passée. La révolution numérique et le débat au sujet des liens entre technologie et croissance de la productivité (ou technologie et emplois futurs) y ajoutent une tournure subtile.

Il est plus aisé d'exprimer son mécontentement vis-à-vis des mesures actuelles que d'atteindre un consensus sur le successeur du PIB. En 2009, la commission Stiglitz–Sen–Fitoussi a recommandé la publication d'un tableau de bord d'indicateurs du bien-être économique, argumentant que ce dernier ne pouvait être réduit à un seul chiffre. D'autres estiment qu'un indicateur unique est essentiel afin de susciter de l'intérêt dans le débat médiatique et politique. Le PIB est le fruit d'un consensus international lent et plutôt peu médiatisé. Il est donc difficile d'imaginer une rupture avec le système actuel, sauf si les chercheurs en économie produisent une approche aussi convaincante en théorie et réalisable en pratique que l'indicateur le plus célèbre du Système de comptabilité nationale.

C'est envisageable. Le dossier figure sur le programme de recherche des économistes pour la première fois depuis les années 40 et 50. Au Royaume-Uni, l'Office for National Statistics a lancé en février 2017 un nouveau centre de recherche sur les statistiques économiques. Il s'agit d'un débat d'une importance capitale, compte tenu de la croyance largement répandue selon laquelle les progrès économiques récents n'ont pas été à la hauteur (à l'aune du PIB). Les discussions publiques autour de la politique économique gravitent essentiellement autour de la notion de croissance du PIB. L'érosion du statut du PIB en tant qu'indicateur raisonnable du bien-être économique est donc une question primordiale. ■

Diane Coyle est professeur d'économie à l'université de Manchester et auteur de l'ouvrage GDP: A Brief but Affectionate History.

Bibliographie :

- Byrne, David M., John G. Fernald, and Marshall B. Reinsdorf. 2016. "Does the United States Have a Productivity Problem or a Measurement Problem?" BPEA Conference Draft, Brookings Institution, Washington, DC.
- Coyle, Diane. 2015. "Modernising Economic Statistics: Why It Matters." National Institute Economic Review 234 (November): F4–F8.
- . Forthcoming. "The Political Economy of National Statistics." In *National Wealth*, edited by K. Hamilton and C. Hepburn. Oxford: Oxford University Press. Working paper version available at https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2850061
- Jones, Charles I., and Peter J. Klenow. 2016. "Beyond GDP? Welfare across Countries and Time." *American Economic Review* 106 (9): 2426–57.
- Jorgenson, Dale. Forthcoming. "Within and Beyond the GDP: Progress in Economic Measurement." *Journal of Economic Literature*.
- Sen, Amartya. 1999. *Development as Freedom*. Oxford: Oxford University Press.
- Stiglitz, Joseph E., Amartya Sen, and Jean-Paul Fitoussi. 2009. *Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress*. Paris.
- World Bank. 2016. "Natural Capital Accounting." Brief, Washington, DC.